

## 14ème législature

<b>Question N° :</b> <b>10768</b>	De <b>M. Thierry Lazaro</b> ( Union pour un Mouvement Populaire - Nord )	<b>Question écrite</b>
<b>Ministère interrogé &gt;</b> Budget		<b>Ministère attributaire &gt;</b> Économie et finances
<b>Rubrique &gt;</b> ministères et secrétariats d'État	<b>Tête d'analyse &gt;</b> effectifs de personnel	<b>Analyse &gt;</b> statistiques.
Question publiée au JO le : <b>20/11/2012</b> Réponse publiée au JO le : <b>05/02/2013</b> page : <b>1331</b> Date de changement d'attribution : <b>08/01/2013</b>		

### Texte de la question

M. Thierry Lazaro interroge M. le ministre délégué auprès du ministre de l'économie et des finances, chargé du budget, sur les effectifs au sein des services de son ministère et des services et administrations s'y rattachant en souhaitant connaître le nombre de fonctionnaires et de contractuels en poste au 31 décembre 2011 dans l'ensemble de ces services et administrations, ainsi que les variations des effectifs par rapport au 31 décembre 2010.

### Texte de la réponse

Les effectifs des directions et services (1) aujourd'hui placés sous l'autorité du ministre de l'économie et des finances ou sous autorité conjointe avec le(s) ministre(s) du commerce extérieur, du redressement productif, de la réforme de l'Etat, de la décentralisation et de la fonction publique et de l'artisanat, du commerce et du tourisme, s'élevaient au 31 décembre 2011 à 150 722 agents (en effectifs physiques payés), soit une diminution de 4 945 agents par rapport au 31 décembre 2010. L'évolution entre le 31 décembre 2010 et le 31 décembre 2011 des effectifs des directions et services ainsi placés sous l'autorité du ministre de l'économie et des finances est précisée ci-après :

STATUT	TITULAIRES civils	CONTRACTUE LS	OUVRIERS de l'Etat	MILITAIRES	TOTAL
Evolution des effectifs physiques	- 4 968	+ 28	- 6	+ 1	- 4 945
Evolution en%	- 3,2%	+ 1,5%	- 5,4%	+ 16,7%	- 3,2%

(1) secrétariat général des ministères économiques et financiers (SG), direction des affaires juridiques des ministères économiques et financiers (DAJ), conseil général de l'économie, l'industrie, l'énergie et des technologies (CGEIET), services du contrôle budgétaire et comptable ministériel (CBCM), Médiateur des ministères économiques et financiers, direction générale du Trésor (DGTrésor), direction du budget (DB), direction générale des finances publiques (DGFIP), direction générale des douanes et droits indirects (DGDDI), direction générale de l'INSEE, direction générale de la concurrence, la consommation et la répression des fraudes (DGCCRF), inspection générale des finances (IGF), contrôle général économique et financier (CGEFi), agence des participations de l'Etat (APE), délégation nationale à la lutte contre la fraude (DNLF), TRACFIN, Médiateur du crédit aux entreprises, service des achats de l'Etat (SAE), agence pour l'informatique financière de l'Etat (AIFE), opérateur national de



paye (ONP), agence du patrimoine immatériel de l'Etat (APIE).